

Emmanuel Fureix

Natalie SCHOLZ et Christina SCHRÖER [dir.], *Représentation et pouvoir. La politique symbolique en France (1789-1830)*

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Emmanuel Fureix, « Natalie SCHOLZ et Christina SCHRÖER [dir.], *Représentation et pouvoir. La politique symbolique en France (1789-1830)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 37 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2008.

URL : <http://rh19.revues.org/index3523.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index3523.html>

Document généré automatiquement le 30 janvier 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Emmanuel Fureix

Natalie SCHOLZ et Christina SCHRÖER [dir.], *Représentation et pouvoir.* *La politique symbolique en France* *(1789-1830)*

Pagination de l'édition papier : p. 185-242

- 1 Depuis l'article fondateur de Roger Chartier¹, l'histoire des représentations a profondément enrichi – et complexifié, parfois à l'excès – notre intelligence du passé. Le mot, dans sa triple acception, embrasse tout à la fois un processus cognitif – la conscience de soi et d'autrui –, une mise en scène – de type théâtral ou rituel – et un mécanisme politique – la délégation. Au point de déjouer toute démarcation nette entre *realia* et imaginaire, dans la mesure où les combats de représentations sont constitutifs de l'histoire en train de se faire. Jean-Clément Martin, dans l'introduction de cet ouvrage, propose ainsi de définir les représentations comme « les façons par lesquelles se reconnaissent, s'expérimentent et se différencient les communautés humaines bâtissant leur monde par des discours qui sont des actes » (p. 14). Dans le domaine politique, et singulièrement après la Révolution qui ôte toute évidence aux sources de représentation du pouvoir, ce type de démarche s'avère particulièrement fécond.
- 2 Le présent livre est le fruit d'une journée d'étude organisée en 2004 à l'Institut historique allemand de Paris par deux jeunes universitaires, Christina Schröer et Natalie Scholz. N'excluant aucune des dimensions de la « représentation », il est centré sur les politiques symboliques à l'œuvre depuis la Révolution jusqu'à la fin de la Restauration – une chronologie large de plus en plus pratiquée par les historiens. La tension entre unanimité (fantasmée) et *dissensus* (toujours menaçant) traverse l'ensemble de la période. Les conflits symboliques – allant jusqu'à la violence la plus extrême – organisent désormais le politique, et l'enracinent dans le monde social en l'incorporant dans les gestes les plus triviaux – le port d'une cocarde ou d'un type de vêtement, voire la coupe de cheveux... La « concurrence des représentations » (Jean-Clément Martin) résulte d'une concurrence des souverainetés et des légitimités rendue plus évidente par l'expérience révolutionnaire. Les quinze contributions, présentées chronologiquement, examinent quelques lieux emblématiques de ces conflits symboliques² : le théâtre (des tréteaux révolutionnaires aux théâtres de la Restauration), l'image (emblèmes, gravures, toiles, caricatures...), le rite (banquets, funérailles), l'imaginaire, et même l'historiographie... Chacun de ces lieux voit se rejouer l'éternelle « lutte des factions » et se caractérise par un régime d'émotions singulier, plus ou moins contrôlé d'ailleurs. Même sous la Restauration, la persistance de systèmes de représentations traditionnels ne doit pas faire illusion : le conflit civil est toujours là, latent, les passions ne sont nullement tariées par un contrôle « bourgeois » des affects, et des représentations concurrentes sont toujours disponibles.
- 3 Sous la Révolution, le théâtre permet au présent politique de se mettre en scène, directement (par la reconstitution d'un événement) ou non, dans des pièces aux sujets voisins de ceux de la caricature (Philippe Bourdin). Les procédés techniques (pyrotechnie, tableaux spectaculaires), et la proximité du parterre et de la scène (jusqu'en l'an V au moins) permettent une participation directe, affective et même physique, des spectateurs à la scène représentée. On est loin, ici, du « quatrième mur » et du spectateur passif théorisés par l'historien américain Paul Friedland³. Le théâtre militant privilégie le manichéisme, le décor expressif et les signes corporels aux allégories classiques : la figuration de l'enfer, le corps déformé ou animalisé (le « porcine prélat »), renvoient le théâtre à la caricature, tandis que le corps martyrisé (Marat, Bara ou Viala) ou dansant rappelle la fête révolutionnaire. Le thème du sacrifice patriotique est naturellement très présent dans le théâtre révolutionnaire (Rüdiger Schmidt). Le soldat-citoyen y incarne la fusion de l'individu dans l'espace public, avant que le Consulat et l'Empire ne

privilégient l'honneur national à la construction civique. Les cérémonies funèbres étudiées par Bernard Gainot (celles du Directoire en l'honneur des généraux tués au combat) témoignent d'inflexions analogues dans la politique des honneurs : le soldat-citoyen « ordinaire » est négligé au profit de jeunes généraux héroïsés, et la célébration de la République s'estompe progressivement devant l'héroïsation d'une « Grande Nation » dissociée de tout régime politique. Il est vrai que le Directoire, notamment dans le domaine visuel, redéfinit les formes de représentation de l'État, de la Nation, de la République, et du corps social lui-même (Christina Schröer). Certains signes demeurent (Hercule) mais changent de signification (du Peuple souverain à l'Ordre triomphant⁴), le principe d'autorité et de hiérarchie domine, non sans susciter des contre-discours. Il en est de même de l'imaginaire entourant les Constitutions de 1789 à 1830 (Rolf Reichardt). La sacralisation de la Déclaration de 1789 puis de la Constitution de 1791 (à travers l'image des Tables de la Loi) et du geste du serment civique n'empêche pas le détournement graphique par la caricature, et, plus encore, la persistance de conflits civils. Si la Constitution remplace provisoirement la figure du roi dans l'imaginaire de l'unité nationale (1789-1791), elle ne tarde pas à être banalisée dans un espace public de critique universelle. Le même rêve d'unité brisée se retrouve dans les usages politiques des banquets sous la Révolution (Hans-Ulrich Thamer). Les repas publics en plein air, choisis pour clore les fêtes civiques des débuts de la Révolution, doivent éteindre les haines et manifester une unanimité idéale. Les banquets dits fraternels de l'an II, pourtant, reflètent les divisions et un désir de vengeance. Quant aux banquets du Directoire, confinés dans des espaces clos, ils opposent entre eux des « partis » en recomposition.

4 Quatre communications, à la suite des travaux d'Annie Jourdan⁵, témoignent de la subtilité des politiques symboliques de l'Empire. Les représentations sont encadrées par un système idéologique cohérent, auquel n'échappe pas l'écriture de l'histoire récente (en témoigne le *Précis historique de la Révolution française* de Lacretelle, étudié par Éric Barrault). La politique des honneurs et les symboles dont elle se pare obéissent à un projet social ambitieux (Natalie Petiteau) : militariser la société avec l'adhésion des civils – autour de la notion d'honneur –, et recomposer des élites nobiliaires assises sur le mérite. L'emblème de la Légion d'honneur, une croix étoilée centrée d'un côté sur une aigle, de l'autre sur la tête de l'empereur, donne à voir le lien entre le prestige d'une décoration et le régime qui l'autorise. Les aigles distribuées aux régiments sacralisent l'honneur individuel et collectif. Les titres et blasons permettent aussi aux militaires (minoritaires, toutefois, dans la haute noblesse d'Empire) de se donner à voir – notamment par des épées figurant sur des blasons. Par ailleurs, dans les régions occupées de l'Allemagne, la représentation napoléonienne (par l'image, la fête, le discours) s'adapte à l'hétérogénéité des sociétés rencontrées et mêle l'ancien et le nouveau (Armin Ozwar). En France même, le choix d'une emblématique officielle (l'aigle et l'abeille), consécutif aux célèbres débats du Conseil d'État, traduit la permanence du répertoire iconologique traditionnel (Annie Duprat). De même, la caricature étrangère et la caricature de propagande napoléonienne n'innovent guère par rapport au langage façonné durant l'âge d'or de la caricature politique, entre 1789 et 1792.

5 La Restauration n'est pas négligée par cet ouvrage, qui rassemble à son sujet cinq contributions d'historiennes américaines et allemandes. Pour sortir du conflit civil, le régime des Bourbons dissocie la « nation » de ses héritages révolutionnaire et impérial, pour fonder une « monarchie sentimentale », faite de dolorisme et de réconciliation (Natalie Scholz). L'assassinat du duc de Berry, quasi-régicide, met à l'épreuve ce fragile équilibre. Le rituel des funérailles du prince, s'il respecte un compromis entre résurrection de l'Ancien Régime et modernité politique, ravive un discours clérical d'expiation et de culpabilité collective (Bettina Frederking). De manière générale, la Restauration repose sur une politique d'oubli mesuré de la Révolution, politique rendue inopérante par la permanence des signes séditieux (des trois couleurs aux chansons révolutionnaires), et plus encore par les contradictions internes au régime. La relative autonomie du pouvoir civil est contredite par l'affichage ostentatoire d'un pouvoir religieux de reconquête missionnaire. Aussi les représentations de *Tartuffe*, appliquées au règne de Charles X, provoquent-elles une quarantaine d'incidents dans vingt-trois départements différents (Sheryl Kroen). Dans un autre registre, la politique de la famille, volontiers

patriarcale avec l'abolition du divorce et la résurrection de la figure du roi-père, transparait dans la peinture d'histoire. L'exemple des *Massacres de Scio*, de Delacroix, permet d'opposer, selon Elisabeth Fraser, une famille occidentale unie et patriarcale, à une famille nationale grecque éclatée, souffrante et victimaire, qui appellerait en quelque sorte un paternalisme de nature « coloniale ». Enfin, l'étude originale de Jo Burr Margadant, centrée sur un rêve étrange du duc d'Orléans en 1816, permet de montrer comment le combat de représentations concurrentes peut s'incarner à l'intérieur d'un même individu. Fidèle tout à la fois à la mémoire de son père régicide, à la famille des Bourbons aînés, et à l'idée qu'il se fait de la nation-France, Louis-Philippe est sujet à des tiraillements multiples, qu'il tente de maîtriser dans ses écrits personnels, et de reconfigurer en un destin cohérent.

- 6 En refermant cet ouvrage foisonnant, on ne peut que se satisfaire de la rencontre d'historiographies nationales souvent cloisonnées, et conclure à la fécondité d'une histoire politique des représentations. Quelques regrets, cependant, naissent au fil de la lecture. Le livre, par nature éclectique, ne dessine guère de ligne directrice, en dépit de la brillante introduction de Jean-Clément Martin. On chercherait en vain une « thèse » dominante, ou même des synthèses partielles par régime – selon le plan adopté par l'ouvrage. Les contributeurs délaissent souvent l'une des questions majeures de toute histoire des représentations : celle de son inscription sociale. Autrement dit, la question du regard, de la réception, et éventuellement de l'incorporation des signes en lutte pour le pouvoir.

Notes

- 1 . Roger Chartier, « Le monde comme représentation », *Annales E.S.C.*, novembre-décembre 1989, n° 6, p. 1505-1520.
- 2 . Pascal Ory, « L'histoire des politiques symboliques modernes : un questionnement », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 47-3, juillet-septembre 2000, p. 525-536.
- 3 . Paul Friedland, *Political Actors: Representative Bodies and Theatricality in the Age of the French Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 2002.
- 4 . Voir à ce propos Annie Jourdan, *Les monuments de la Révolution. 1770-1804. Une histoire de la représentation*, Paris, Honoré Champion, 1997.
- 5 . Annie Jourdan, *Napoléon. Héros, imperator, mécène*, Paris, Aubier, 1998.

Référence(s)

Natalie SCHOLZ et Christina SCHRÖER [dir.], ***Représentation et pouvoir. La politique symbolique en France (1789-1830)***, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 302 p. ISBN : 978-2-7535-0447-9. 20 euros.

Pour citer cet article

Référence électronique

Emmanuel Fureix, « Natalie SCHOLZ et Christina SCHRÖER [dir.], *Représentation et pouvoir. La politique symbolique en France (1789-1830)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 37 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index3523.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés